L'hon. M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, nous n'offrons aucune concession. La position des États-Unis est naturellement de chercher à obtenir du Canada qu'il ne coupera pas ses sources d'approvisionnement des marchés de l'ouest des États-Unis dans de telles circonstances. Les négociations se poursuivront et je suis certes disposé à informer de temps en temps la Chambre des progrès accomplis ou de tout autre aspect.

L'APPROVISIONNEMENT EN PÉTROLE DE L'EST DU CANADA—LE PROJET DE PARTAGE CANADA-É.-U.—LE PROLONGEMENT DU PIPE-LINE

M. T. C. Douglas (Nanaimo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, comme le sous-ministre, M. Jack Austin, a indiqué que ces discussions ont trait au partage des approvisionnements de pétrole entre le Canada et les États-Unis, et comme nos envois de pétrole de l'Ouest atteignent actuellement le maximum prévu pour le pipeline, le gouvernement canadien essaie-t-il d'obtenir du pétrole des États-Unis pour son marché de l'Est pour l'éventualité où les envois du Moyen-Orient seraient interrompus et, si oui, comment se ferait le partage: quelle serait la part du Canada? Le Canada compte-t-il augmenter ses approvisionnements de la région des Rocheuses et qu'aurait-il à donner en échange d'expéditions supplémentaires des États-Unis au marché de l'est du Canada?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je devrais peut-être dire à la Chambre que le rapport de la Presse canadienne attribué au sous-ministre est erroné, autant que je sache, et qu'un autre communiqué de la Presse canadienne l'a depuis rectifié. Au sujet des discussions sur l'éventualité où les expéditions de pétrole d'outre-mer seraient interrompues, les États-Unis cherchent, bien entendu, à obtenir l'assurance qu'en pareilles circonstances les exportations de l'ouest du Canada aux marchés du centre et de l'Ouest des États-Unis ne seraient pas interrompues. Voilà ce qu'ils veulent obtenir. Quant à nous, nous cherchons à protéger nos approvisionnements sur la côte est. Ce sont les deux principaux intérêts en cause dans ces discussions qui ne sont encore que des négociations.

M. Douglas: Monsieur l'Orateur, les producteurs indépendants de pétrole étant convaincus que la meilleure façon d'assurer des approvisionnements canadiens à l'est du Canada c'est de prolonger le pipe-line actuel au moins jusqu'à Montréal, et les chiffres qu'ils ont présentés indiquent la rentabilité de l'entreprise, le ministre nous dirait-il si le gouvernement en étudie la possibilité, si l'étude est terminée et si, en s'en inspirant, le gouvernement songe à y donner suite ou à en faire la recommandation?

L'hon. M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, on n'envisage pas sérieusement de prolonger le pipe-line jusqu'à Montréal, surtout parce qu'on espère, dans l'Est en particulier, que les travaux d'exploration en cours actuellement sur la côte est vont mettre au jour un gise-

Questions orales

ment important. Évidemment, nous hésitons à engager des frais importants pour prolonger le pipe-line jusqu'à Montréal, puisque ce tronçon supplémentaire risque de devenir inutile si on découvre du pétrole au large des côtes de l'Atlantique.

L'hon. M. Stanfield: Monsieur l'Orateur, veuillez m'excuser de poser une autre question supplémentaire. Le ministre dirait-il s'il envisage une action quelconque pour remédier à la situation actuelle où l'est du Canada risque d'être privé de pétrole s'il ne peut plus s'approvisionner à l'étranger?

L'hon. M. Macdonald (Rosedale): Monsieur l'Orateur, c'est là l'objet des entretiens.

* * *

LES POSTES

LE DIFFÉREND OUVRIER—LA RECOMMANDATION DU CONCILIATEUR QUANT À LA CLASSIFICATION DES EMPLOIS—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser quelques questions au ministre des Postes. Sauf erreur, il disait hier que le président de la Commission des relations de travail dans la Fonction publique avait demandé au président de la commission de conciliation de préciser la recommandation qu'avait formulée celle-ci à propos des griefs relatifs à la classification. Le ministre dirait-il si le président de la commission de conciliation a effectivement donné ces précisions ou dans combien de temps il le fera?

• (1420)

[Français]

L'hon. André Ouellet (ministre des Postes): Je crois comprendre, monsieur l'Orateur, que la demande a déjà été faite. Au fait, M. Shime est présentement à étudier ce cas, et il devrait donner une réponse dans un avenir très rapproché.

[Traduction]

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, étant donné que les postiers s'énervent en raison de ces délais—ils n'ont pas tout à fait tort, à mon avis—le ministre a-t-il prié M. Owen Shime, président de la commission, je crois, de donner ces précisions le plus tôt qu'il sera humainement possible? Il ne lui faudrait pas beaucoup plus plus d'une heure pour expliquer par écrit ce qu'il voulait dire par le terme qu'il employait dans le rapport précédent. Le ministre lui a-t-il demandé de se hâter?

[Français]

L'hon. M. Ouellet: Monsieur l'Orateur, je comprends très bien que les employés puissent commencer à s'impatienter, et je suis d'accord qu'il devrait y avoir possibilité de retourner à la table des négociations et d'obtenir des représentants syndicaux leur acceptation du rapport majoritaire. Qu'ils nous donnent la garantie qu'ils sont disposés à signer le contrat. Quant à nous, nous sommes prêts à signer immédiatement, ce qui, d'ailleurs serait de nature à améliorer de beaucoup le climat.